

LE NATIONALISME ET LES PARTIS

IV

Le "Bill du Dimanche" — La lutte provinciale. — Les élections de 1908

BLEUS ET ROUGES. — SIR A. CARON ET M. GRAHAM

A la session de 1906, le ministre présenta un projet de loi absurde et tyrannique, connu sous le nom de *Bill du Dimanche*. Il souleva l'indignation de plusieurs députés ministériels, qui, du reste, plierent tôt l'échine sous les coups de fouet des gardiens du troupeau. Lavergne et moi soutinrent la lutte jusqu'au bout. Naturellement, le ministre rejeta toutes nos propositions d'amendement; mais il les fit reprendre au sénat. Et le bill revenu émasculé à la Chambre, le troupeau des moutons l'accepta. Ce qu'ils avaient trouvé abominable, venant des nationalistes, ils le trouvèrent excellent, sous l'estampille ministérielle. Et comme pour mieux souligner leur abject asservissement, M. Laurier ne s'est jamais gêné pour reconnaître que nous avions eu absolument raison.

• • •

L'année suivante, cédant aux instances de plusieurs amis, libéraux pour la plupart, j'entamai la campagne provinciale qui passa par l'épreuve de Bellechasse et se termina par le triomphe de Saint-Jacques. Lavergne, toujours fidèle, me suivit sur ce terrain.

A certains égards, cette incursion dans un domaine nouveau pour nous fut peut-être une erreur. En tout cas, elle eut pour résultat de réveiller nos législateurs provinciaux de la torpeur où ils gisaient. Dans le court espace de deux ou trois ans, nous avons réussi à faire accepter par le ministre plusieurs des idées et des réformes que nous préconisions depuis 1903, dans le programme de la Ligue, et qu'Asselin ne cessait de faire valoir dans le *Nationaliste*.

Ce n'est pas le moment de raconter l'origine et les péripéties de notre campagne de 1907 et d'apprécier la valeur intrinsèque de l'action nationaliste dans la politique provinciale. Je n'en fais mention aujourd'hui que pour marquer la nature de nos relations avec les deux partis.

Avec les conservateurs provinciaux, il ne fut pas malaisé de nous entendre — surtout après la disparition de M. Leblanc. Les conservateurs acceptaient notre programme dans son entier; nous ne réclamions, en cas de victoire, aucune part des dépouilles: l'accord était facile. Mais j'avais loyalement prévenu ces messieurs que, prêts à faire la lutte avec eux dans la politique provinciale, nous n'aurions rien de commun avec les torys d'Ottawa.

• • •

Quant aux libéraux — j'entends ceux de la politique fédérale — ils étaient loin d'être défavorables au programme nationaliste et aux réformes que nous préconisions dans l'administration provinciale.

Dès 1902, M. Laurier avait fait des démarches pressantes pour m'inviter à entrer dans le cabinet de M. Parent, avec l'entente que j'en deviendrais le chef à quelques semaines ou quelques mois d'intervalle et que je ferais accepter notre programme en entier. L'un des amis intimes de M. Laurier et le mien, aujourd'hui magistrat, s'était chargé avec empressement de faire accepter l'idée à Québec. L'affaire échoua, partie à cause de mon refus de me lier à certaines mesures prises par M. Parent dans l'intérêt de ses amis, partie à cause de l'opposition, fort naturelle, de quelques-uns des ministres de Québec.

Je rappelle ce souvenir afin d'indiquer jusqu'à quel point les chefs libéraux, sir Wilfrid en tête, avaient accepté, en théorie et en pratique, le programme nationaliste qu'ils dénoncent aujourd'hui comme une doctrine démagogique et anti-nationale.

Je pourrais ajouter qu'en 1903, le gouvernement avait donné une preuve additionnelle de son désir de mettre ce programme à exécution dans tous les ordres d'idées. Lorsqu'il préparait son projet d'arrangement avec la compagnie du Grand Troc pour la construction du nouveau Transcontinental, sir Wilfrid me fit faire un exposé de nos idées sur ces matières. Nous préconisions une combinaison du principe de la possession par l'Etat et de la pratique de l'opération privée pour une période déterminée — quelque chose comme le régime des six grandes compagnies, en France. Il en fut si favorablement impressionné qu'il en introduisit l'application, incomplète il est vrai, dans le contrat qui fut définitivement conclu et ratifié par les Chambres.

• • •

Une autre preuve que nos luttes provinciales et nos attaques contre le gouvernement dirigé par M. Gouin ne nous avaient pas nuï outre mesure dans l'estime des libéraux d'Ottawa, c'est qu'au lendemain de Bellechasse, M. Laurier me faisait offrir de me laisser réélire sans opposition dans Labelle; et qu'aux élections de 1908, il s'efforçait de ramener Lavergne à Ottawa et offrait une candidature à Laflamme.

Quand j'entends M. Laurier parler à Toronto de "l'honneur des injures nationalistes" et de "l'injure de leurs applaudissements", je ne puis m'empêcher de me reporter à une soirée de l'automne de 1908, au moment des élections générales. Le premier ministre tenait alors si peu à "l'honneur de nos injures" et si fort à "l'honneur de nos applaudissements", ou du moins de notre neutralité, qu'il sollicita une entrevue afin de s'assurer des intentions des nationalistes. Je lui déclarai que nous resterions généralement neutres. Il en fut visiblement satisfait.

La même semaine, un groupe important de conservateurs fit la même démarche et reçut la même réponse. L'un d'eux me communiqua le message de l'un des chefs du parti tory qui lui avait dit: "*If you could secure the support of the Nationalists, you would be entitled to any thing you may ask from the party.*"

Avec ces messieurs, je causai plus longuement qu'avec le premier ministre. Je leur remémorai toutes les circonstances où le parti conservateur, de plus en plus dominé par la clique tory-jingo-impérialiste, avait rompu avec les traditions de Cartier et de Macdonald. Je leur déclarai nettement qu'il n'y avait pas d'entente possible entre eux et les nationalistes tant qu'ils n'auraient pas rompu ouvertement avec cette domination, qu'ils maudissaient, du reste, sans se gêner.

• • •

Pour compléter le cycle des relations du groupe nationaliste avec les hommes d'Etat et les patriotes qui les dénoncent aujourd'hui, je pourrais noter ici que deux ans auparavant, sir Adolphe Caron avait fait deux ou trois démarches auprès de moi, me pressant de me joindre à un groupe important de conservateurs, décidés à reprendre les traditions honorables de leur parti et au besoin à faire alliance avec une fraction du parti libéral. Il finit par m'avouer que l'âme de ce mouvement était M. Graham, propriétaire du *Star*, lequel prédisait que j'étais appelé, si je le voulais, à devenir premier ministre du Canada!

Notez bien que, dès ce moment, nous avions couvert tout le cycle du programme nationaliste fédéral: opposition à toute contribution aux armements impériaux, droit des minorités, droits égaux du français et de l'anglais, restriction de l'immigration, etc. Nous avions commis tous les crimes que le *Star* voue périodiquement à la vindicte publique.

M. Graham, il est vrai, n'avait pas encore passé par le pot à cirage. Néanmoins, je me méfiais de la sincérité de son nationalisme; je refusai de tremper les doigts dans son pot à colle. Je ne m'en suis jamais repenti — même quand j'étais le *Star*.

J'ai noté ces divers incidents afin de bien marquer qu'à mesure que le mouvement nationaliste prenait de la force et de l'extension, les diverses factions politiques tentaient de l'accaparer à leur profit. Pour divers motifs que j'indiquerai plus tard, je repoussai toutes ces invites. Quelques amis sincères m'en ont blâmé; beaucoup d'intrigants et d'ambitieux, qui s'étaient joints à nous dans les périodes de succès, voyant s'éloigner les chances de profit, s'empresèrent de faire leur paix avec les politiciens "pratiques". L'avantage d'être débarrassés de ces parasites fut supérieur à l'inconvénient de perdre quelques adhésions désirables.